

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés portant admission à la retraite. 3

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1986

25 sept. — Décision No 818/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit de l'inspection générale d'Etat. 6

30 sept. — Décision No 851/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit de M. le secrétaire général du ministère de l'économie et des finances. 6

1 oct. — Décision No 859/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit de M. le ministre délégué à la Présidence, directeur du cabinet du Président de la République. 6

11 oct. — Décision No 861/MEF/FCS portant octroi de subvention d'une somme au centre d'apprentissage professionnel en carrières électroniques de pointe (GAPCEP). 9

2 oct. — Décision No 871/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'école supérieure multinationale des postes (E.S.M.P.). 4

2 oct. — Décision No 872/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du comité inter-africain d'études hydrauliques (C.I.E.H.). 4

2 oct. — Décision No 873/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du secrétariat permanent de la Zone III du CSSA. 4

2 oct. — Décision No 874/MEF/FCS accordant subvention à la commune de Lomé et à la préfecture du Golfe. 9

2 oct. — Décision No 875/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au centre hospitalier universitaire de Lomé Tokoin. 4

2 oct. — Décision No 876/MEF/FCS accordant subvention à l'hôtel du 2 février. 9

2 oct. — Décision No 877/MEF/FCS accordant subvention au budget du comité national de l'eau (CNE). 9

2 oct. — Décision No 878/MEF/FCS accordant subvention à la Croix Rouge Togolaise (C.R.T.). 10

4 oct. — Décision No 887/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'office international épinoctée (O.I.E.). 4

11 oct. — Décision No 895/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit de M. le ministre du travail et de la fonction publique. 6

13 oct. — Décision No 910/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de la force intérieure des Nations Unies au Liban (F.I.N.U.L.). 4

18 oct. — Décision No 920/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à l'école nationale d'administration (ENA). 7

21 oct. — Décision No 927/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre de l'aménagement rural. 7

21 oct. — Décision No 928/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre de l'aménagement rural. 7

23 oct. — Décision No 939/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le directeur de l'économie. 7

23 oct. — Décision No 951/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au haut commissariat au tourisme. 7

23 oct. — Décision No 952/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au ministère de la jeunesse, des sports et de la culture. 7

23 oct. — Décision No 953/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre des affaires étrangères et de la coopération.	7
23 oct. — Décision No 954/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à l'ambassadeur du Togo à Londres.	7
23 oct. — Décision No 955/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine.	7
23 oct. — Décision No 956/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre de l'intérieur.	8
23 oct. — Décision No 957/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à la sûreté nationale.	8
23 oct. — Décision No 961/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du budget de l'UNESCO.	4
23 oct. — Décision No 962/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du bureau international du travail (B.I.T.).	5
23 oct. — Décision No 963/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. l'ambassadeur du Togo à Moscou.	8
23 oct. — Décision No 964/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine.	8
23 oct. — Décision No 965/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au secrétaire général de l'U.I.T.	5
23 oct. — Décision No 966/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du centre Africain et Malricien de perfectionnement des cadres (CAMPC).	5
23 oct. — Décision No 967/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au P.N.U.D.	5
23 oct. — Décision No 967/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au P.N.U.D.	5
23 oct. — Décision No 968/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'Union internationale des télécommunications (UIT).	5
23 oct. — Décision No 969/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de la communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).	5
23 oct. — Décision No 970/MEF/FCS accordant subvention aux directions régionales du développement rural (EX — SORAD — ARAC — ORPV).	10
23 oct. — Décision No 971/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'Union africaine des postes et télécommunications (UAPT).	5
24 oct. — Décision No 972/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. Kouidoyor D. Folly.	8
28 oct. — Décision No 981/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le directeur de l'économie.	8
28 oct. — Décision No 982/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre du plan et de l'industrie.	8
28 oct. — Décision No 983/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre du plan et de l'industrie.	8
28 oct. — Décision No 984/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre délégué à la présidence de la République chargé de l'information.	8
29 oct. — Décision No 985/MEF/DCO portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.).	6
31 oct. — Décision No 1002/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.	8
31 oct. — Décision No 1011/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre du commerce et des transports.	8
31 oct. — Décision No 1012/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre de la jeunesse, des sports et de la culture.	9
4 nov. — Décision No 1014/MEF/DCO portant autorisation de paiement d'une somme à divers hôtels.	6

4 nov. — Décision No 1015/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le trésorier-payeur.	9
4 nov. — Décision No 1016/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le receveur de l'enregistrement.	9
4 nov. — Décision No 1017/MEF/DCO portant autorisation de paiement d'une somme au comité national de lutte pour l'alimentation.	6
4 nov. — Décision No 1018/MEF/DCO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du journal « LE MONDE ».	6
4 nov. — Décision No 1019/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à M. le ministre du commerce et des transports.	9

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1986

21 oct. — Arrêté No 1545/MTFP portant promotion dans le corps de l'administration générale.	10
22 oct. — Arrêté No 1579/MTFP portant promotion dans le corps de l'enseignement.	10
23 oct. — Arrêté No 1580/MTFP portant promotion dans le corps de l'enseignement.	10
4 nov. — Arrêté No 1612/MTFP portant promotion dans le corps de l'enseignement.	10
Arrêtés portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, détachements, constatation d'absences irrégulières, révocations, rappels à l'activité et admission à la retraite.	10

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Décision portant sanction disciplinaire.	19
---	----

MINISTERE DU PLAN ET DE L'INDUSTRIE

1986

8 nov. — Décision No 235/MPI/DGPD/DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au projet namiele.	19
20 nov. — Décision No 251/MPI/DGPD/DFCEP portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de l'entreprise, ECRAN.	19
Arrêtés portant nominations.	19

MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE LA CULTURE

Arrêtés portant nominations.	20
-----------------------------------	----

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1986

23 oct. — Arrêté No 667/MEF/DOM portant concession d'une parcelle de terrain domanial et autorisant son immatriculation.	30
23 oct. — Arrêté No 668/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lougui Akakpo.	20
23 oct. — Arrêté No 669/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Degbadjo Kokou Osra.	20
23 oct. — Arrêté No 670/MEF/CR portant révision d'une pension de retraite à M. Amegnan Houndjo Gamapléko.	20
23 oct. — Arrêté No 671/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Boyodi Ayana Kanga.	20
23 oct. — Arrêté No 672/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. N'Tasse Kossi Mighondji.	21
23 oct. — Arrêté No 673/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Dorkenoe Flawa Akoüavi .. Sompé (née Cadiry).	21
23 oct. — Arrêté No 675/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Akouété Sossoüvi Vigninoh.	21

23 oct. — Arrêté No 676/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Lawson Latré épouse Tomegah.	21
23 oct. — Arrêté No 677/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tchahim Soh Kézié.	21
23 oct. — Arrêté No 678/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ebouloum Saou Bawana.	22
29 oct. — Arrêté No 690/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bedinade Tomféi.	22
29 oct. — Arrêté No 691/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Folivia Wlu Kuma.	22
29 oct. — Arrêté No 692/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Amctepe Komi Mensah.	22
29 oct. — Arrêté No 693/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tchangbayou Manaté.	22
29 oct. — Arrêté No 694/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Soares Didi Dzatatsu.	23
29 oct. — Arrêté No 695/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Atilan Ayao.	23
4 nov. — Arrêté No 697/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Mensah Abra Séna, épouse Bolouvi.	23
4 nov. — Arrêté No 698/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Daboni Anani Kekon.	23
4 nov. — Arrêté No 699/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Hetcheli Kuévi Koffi.	23
4 nov. — Arrêté No 700/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Zougbede Adakpo Komlan.	24
4 nov. — Arrêté No 701/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Lafondekou Kodjo Akakpo.	24
4 nov. — Arrêté No 702/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Toumboda Yao.	24
4 nov. — Arrêté No 703/MEF/CR portant révision d'une pension de retraite à Mme de Medeiros Cossiva, épouse Ekue.	24
5 nov. — Arrêté No 704/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Mensah Akpé Dodji, épouse Dovi.	24
5 nov. — Arrêté No 705/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agbolossou Komlan.	25
5 nov. — Arrêté No 707/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bamana Baroma.	25
5 nov. — Arrêté No 708/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Capo-Chichi Dossa Kinglo.	25
5 nov. — Arrêté No 709/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Aubenas Kafui Bena.	25
5 nov. — Arrêté No 710/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Leou Agnisdjou.	25
5 nov. — Arrêté No 711/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Nayo Aritime.	26
5 nov. — Arrêté No 712/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Ameganvi Kanlé Lonlali, épouse Attila.	26
5 nov. — Arrêté No 713/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Nounato Kodjo Komla Kpotogbé.	26
5 nov. — Arrêté No 714/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Akakpo Koffi.	26
5 nov. — Arrêté No 715/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Devo-Aziata Yaovi Gbébume.	27
5 nov. — Arrêté No 717/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Komlanvi Yao Ego.	27
5 nov. — Arrêté No 718/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Etche Komlavi Nabakabue.	27
5 nov. — Arrêté No 719/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bibigna Fambo Komlan.	27
5 nov. — Arrêté No 720/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Foley Akoko Agossi, épouse Degue.	28
4 nov. — Arrêté No 722/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Hemedzo Koffi (Enos).	28
5 nov. — Arrêté No 723/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Bongoune Houssou.	28
5 nov. — Arrêté No 724/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bleoussi S. Yao.	28

5 nov. — Arrêté No 725/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Sama Eyaba.	28
5 nov. — Arrêté No 727/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Evenamede Kodjo.	29
5 nov. — Arrêté No 728/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Apedjinon Kodjo Soga.	29
6 nov. — Arrêté No 730/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ayeva Zulkafil.	29
Arrêté No 45/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Messan Tétévi Bénissan (rectificatif).	30
Arrêté No 154/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gmez Kouakou Nonovi Négbenyonawo (rectificatif).	30
Arrêté No 275/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Koutawaba Kagnassim (rectificatif).	30
Arrêtés portant approbation de rôles.	30

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titres fonciers.	31
--	----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Retraite

Arrêté n° 112/INT/CGP/du 5/11/85: — A compter du 22 mars 1986, le maréchal-des-logis-Chef Amouzoukpé Kossi Klouyibo mle. 326 du détachement de Lomé sera admis à la retraite pour ancienneté de service.

Dans la limite de ses droits il bénéficiera d'un congé libérable de trois (3) mois valable du 22 décembre 1985 au 21 mars 1986, délai de route compris avec solde de présence et pourra bénéficier de la gratuité de transport pour lui et sa famille en vue de rejoindre son foyer.

— L'Intéressé sera rayé des contrôles du corps des gardiens de Préfecture pour compter du 22 mars 1986.

Arrêté n° 113/INT/CGP/ du 5/11/85 — A compter du 1er mars 1986, le maréchal-des-logis (MDL) LEMEGA Koulinté mle. 227 du détachement de Bafilo sera admis à la retraite pour ancienneté de service.

Dans la limite de ses droits, il bénéficiera d'un congé libérable de trois (3) mois valable du 1er décembre 1985 au 28 février 1986 délai de route compris

avec solde de présence et pourra bénéficier de la gratuité de transport pour lui et sa famille en vue de rejoindre son foyer.

— L'intéressé sera rayé des contrôles du corps des gardiens de Préfecture pour compter du 1er mars 1986.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Autorisations de paiement

Décision n° 871/MEF/FCS du 2-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de vingt et un millions cent cinquante mille cinq cent cinquante trois (21.150.553) francs CFA, représentant les contributions du Togo au budget de l'école supérieure multinationale des postes (ESMP) à Abidjan (RCI) au titre des années: 1982-83 Solde dû 5.562.149
1983-84 15.588.404

— Total: 21.150.553.

— Cette somme sera mandatée et virée au CCP n° 03473 — Y ouvert au nom de l'agent comptable de l'E.S.M.P. Abidjan (R.C.I.).

— La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 83, article 00.00, paragraphe 99 comme suit :

Ligne E.S.M.P. 16.000.000
Ligne P.N.U.D. 5.150.553

et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 872/MEF/FCS du 2-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de huit millions deux cent vingt cinq mille (8.225.000) francs CFA, représentant la contribution du Togo au budget du comité interafricain d'études hydrauliques (C.I.E.H.) au titre de l'année 1985.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 5725-C domicilié à la BIAO à Ouagadougou au Burkina-Faso.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 873/MEF/FCS du 2-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de trois cent cinquante mille (350.000) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1985 au budget du secrétariat permanent de la Zone III du CSSA.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 40 000 1 002 domicilié à la B.T.D. Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 875/MEF/FCS du 2-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de sept cent soixante dix mille cinq cent treize (770.513) francs CFA, représentant les frais d'hospitalisation des expatriés ghanéens du Nigéria en faveur du centre hospitalier universitaire de Lomé Tokoin.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 440-20 ouvert dans les écritures du trésor public au nom du CHU.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 82, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 887/MEF/FCS du 4-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de deux millions soixante dix mille (2.070.000) francs CFA, représentant la contribution du Togo au budget de l'office international des épizooties (O.I.E.) pour l'année 1985.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 45 045-02 domicilié au crédit industriel et commercial (C.I.C.) agence 0,54 rue de Prony, 57 017 Paris.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 comme suit :

Contributions imprévues 70.000
Ligne OIE 2.000.000
 2.070.000

et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 910/MEF/FCS du 15-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de un million cent soixante cinq mille cent quarante trois (1.165.143) francs CFA, soit l'équivalent de 2.774 dollars E.U. représentant la quote-part contributive du Togo au budget de la force intérimaire des Nations Unies au Liban (F.I.N.U.L.) pour les périodes ci-après :

du 19-10-84 au 18-04-85	1.389 dollars E.U.
du 19-04-84 au 18-10-85	1.385 " "

Total = 2.774 " "

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 015-001458 domicilié à la Chemical Bank United-Nations Branch, New York, N.Y. 10017.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 961/MEF/FCS du 23-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de neuf millions quatre cent quarante mille trois cent cinquante cinq (9.440.355) francs CFA, représentant le complément de la contribution du Togo au budget de l'UNESCO pour l'année 1984-1985.

Cette somme sera mandatée et payée au nom du trésorier-payeur en régularisation du paiement effectué par OP. n° 286 du 25-9-85.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 83, article 0000, paragraphe 99 ligne (contribution imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 962/MEF/FCS du 23-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de six millions (6.000.000) de francs soit l'équivalent de 13 483 dollars EU, représentant la contribution du Togo au budget du bureau international du travail (B.I.T.) pour solder le reliquat de l'année 1984 soit 8.725 dollars E.U. et payer un acompte de 4.758 \$ U.S. au titre de l'année 1985.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 1 domicilié à la IRVING Trust Company 1, Wall Street, New-York NY 10.015 (USA).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 965/MEF/FCS du 23-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de six cent soixante et un mille trois cent soixante quinze (661.375) francs CFA soit l'équivalent de 3.375 francs suisses représentant le montant de la participation financière du Togo aux dépenses de la conférence administrative régionale de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence dans la bande des ondes métriques, 2e session Genève 1984.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° C 8-765-565.0 domicilié auprès de la société de banque Suisse à Genève au nom du secrétaire général de l'U.I.T.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 85, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 966/MEF/FCS du 23-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de onze millions sept cent soixante trois mille cinq cent vingt deux (11.763.522) francs CFA, représentant la contribution du Togo au budget du centre africain et mauricien de perfectionnement des cadres (CAMPC) au titre de l'année 1984 - 1985.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36 CTE 400-121.M domicilié à la B.I.A.O. à Abidjan République de Côte d'Ivoire.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 85, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 967/MEF/FCS du 23-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de douze millions cinq cent mille (12.500.000) francs CFA, représentant la participation togolaise aux charges salariales du personnel local en poste au P.N.U.D. au titre de l'année 1985.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36 400-115 R ouvert à la B.I.A.O. Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 85, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 968/MEF/FCS du 23-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de dix millions sept cent trente neuf mille deux cent cinquante (10.739.250) francs CFA, soit 58.050 francs Suisses, représentant la contribution du Togo au budget de l'union internationale des télécommunications (UIT) place des Nations CH 1211 Genève 20, au titre de l'année 1986 (paiement anticipé).

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° C 8-785-565-O domicilié auprès de la société de banque Suisse, à Genève (Suisse).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 85, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 comme suit :

Ligne UIT	10.500.000
Ligne contributions imprévues	239.250

et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 969/MEF/FCS du 23-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de quatre vingt quatorze millions neuf cent soixante quatorze mille trois cent cinquante neuf (94.974.359) francs CFA représentant les contributions du Togo au budget de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au titre des années ;

1984 solde dûs	3.998,06 U.E.
1985 contribution annuelle	212.076,00 U.E.

Total 216.074,06 U.E.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36-600-005-V, ouvert à la B.I.A.O. Lomé — Togo.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 85, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 971/MEF/FCS du 23-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de dix neuf millions neuf cent quatre vingt neuf mille trois cent quatre vingt deux (19.999.382) francs CFA, représentant les contributions du Togo au budget de l'union africaine des postes et télécommunications (UAPT) au titre des années ci-après indiquées :

1983 3e et dernier acompte	7.019.382
1984 1er acompte	12.980.000

19.999.382

Cette somme sera mandatée et virée au C.C.P. n° 103-30, ouvert au nom de l'agent comptable de U.A.P.T. à Brazzaville.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 85, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 985/MEF/FCS du 29-10-85 — Est autorisé le paiement de la somme de huit millions sept cent soixante dix neuf mille quatre cent cinq (8.779.405) francs CFA, soit 19.729 dollars E.U. représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1985 au budget de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.).

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° FAO/UN General Dollar Account n° 490650/39/44 Banca Commerciale Italiana FAO Branch, Via Delle Termedi Caracalla 00100 Rome.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 85, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1014/MEF/DCO du 4-11-85 — Est autorisé le paiement, aux hôtels ci-dessous cités, la somme de un million neuf cent quatre vingt cinq mille neuf cents (1.985.900) francs-CFA représentant les frais de séjour des musiciens Burkinabé :

1 ^o — Hôtel de la Paix	161.750
Viré à l'UTB Lomé Cpte 316 00 61965	
2 ^o — Hôtel Agni	1.575.750
Viré à la CNCA Agence A — Lomé	
Compte n° 0100 4000 560	
3 ^o — Roc Hôtel Atakpamé	188.000
Viré à l'UTB — Lomé Cpte n° 70563	
4 ^o — Hôtel Central Sokodé	60.400
Viré à l'UTB n° 80-4570 000 275	

1.985.900

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 85, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (conférences internationales) et fera l'objet de demande de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1017/MEF/DCO du 4-11-85 — Est autorisé le paiement au comité national de lutte pour l'alimentation, de la somme de cinq cent mille (500.000) francs CFA pour l'organisation, le 16 octobre 1985, de la journée mondiale de l'alimentation.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur en régularisation de l'ordre de paiement n°

308 du 11-10-85 et fera l'objet de demande de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 85, section 2, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65.

Décision n° 1018/MEF/DCO du 4-11-85 — Est autorisé le paiement au profit du journal « Le Monde » de la somme de sept millions trois cent cinquante mille (7.350.000) francs CFA représentant les frais de publication des spéciaux du quotidien sur le Togo dans le cadre de la visite du Président de la République en France (factures n° 345668 et 346669 de juin 1985).

Cette somme sera mandatée et virée à la B.N.P. agence de Paris Place Vendôme, compte n° 21244060, ouvert au nom dudit journal.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Débloqué de crédits

Décision n° 818/MEF/DCO du 25-9-85 — Il est mis à la disposition de l'inspection générale d'Etat un crédit supplémentaire de trois cent cinquante mille (350.000) francs CFA pour l'entretien du gros matériel.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Décision n° 851/MEF/DCO du 30-9-85 — Il est mis à la disposition de M. le Secrétaire général du ministère de l'économie et des finances, appelé à conduire une délégation qui se rend en Europe au mois d'octobre pour des négociations bilatérales, la somme de huit cent mille (800.000) francs CFA.

La dépense dont les pièces justificatives seront adressées au directeur des finances, est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99, (conférences internationales).

Décision n° 859/MEF/DCO du 1-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre délégué à la Présidence, directeur de cabinet du Président de la République un crédit de quatre millions neuf cent quatre vingt mille sept cent onze (4.990.711) francs CFA correspondant à l'avance sur commande de matériel de cuisine pour le Palais des hôtes de marque.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Décision n° 895/MEF/DCO du 11-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre du travail et de la fonction publique un crédit de sept millions trois cent trente trois mille (7.333.000) francs CFA pour l'organi-

sation du concours de recrutement de fonctionnaires, session des 27 et 28 juin 1985.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses exceptionnelles).

Décision n° 920/MEF/DCO du 18-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de la fonction publique un crédit de un million soixante dix mille (1.070.000) franc CFA pour l'organisation du concours d'entrée à l'école nationale d'administration (ENA) suivant détail ci-après indiqué :

1 — Surveillance	5.000 X 54 = 270.000
2 — Correction	10.000 X 65 = 650.000
3 — Epreuves Orales	10.000 X 8 = 80.000
4 — Secrétariat	10.000 X 7 = 70.000
		<hr/> 1.070.000

Cette somme sera mandatée exceptionnellement par bon de caisse et payée au nom de M. Kety Kwami, agent comptable à l'ENA, désigné billeteur pour la circonstance.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99.

Décision : n° 927/MEF/DCO du 21/10/85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de l'aménagement rural un crédit de six millions (6.000.000) de francs-CFA pour l'achat de carburant et la régularisation des dépenses déjà engagées dans le cadre de la protection de nos parcs nationaux.

— La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses exceptionnelles).

Décision : n° 928/MEF/DCO du 21/10/85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de l'aménagement rural à Lomé, un crédit supplémentaire de 533.030 (cinq cent trente trois mille trente francs-CFA) pour la régularisation des dépenses d'installation téléphonique.

— La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Décision : n° 939/MEF/DCO du 23/10/85 — Il est mis à la disposition de M. le directeur de l'économie un crédit de cent dix neuf mille deux cent quarante huit (119.248) francs CFA pour l'achat de deux machines à calculer.

— La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Décision : n° 951/MEF/DCO du 23/10/85 — Il est mis à la disposition du haut commissariat au tourisme un crédit de cinq cent quarante et un mille (541.000) francs CFA pour célébrer les 10e anniversaires de l'organisation mondiale du tourisme et la journée mondiale du tourisme le 27 septembre 1985.

— La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 05, chapitre 23, article 00.00, paragraphe 67.

Décision : n° 952/MEF/DCO du 23/10/85 — Il est mis à la disposition du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture un crédit de un million trois cent cinq mille cent cinquante (1.305.150) francs pour les frais de déplacement de la troupe nationale togolaise du 7 au 20 septembre 1985 en Union Soviétique dans le cadre des échanges culturels.

— La dépense, dont les pièces justificatives seront adressées à la direction des finances, est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 06-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 953/MEF/DCO du 23-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre des affaires étrangères et de la coopération un crédit de vingt trois millions deux cent mille (23.200.000) francs CFA réparti comme suit :

1°) — Dix millions cinq cent mille (10.500.000) francs pour régulariser les dépenses d'acquisition et d'aménagement du nouvel immeuble abritant l'Ambassade du Togo à Londres ;

2°) — Douze millions sept cent mille (12.700.000) francs pour la régularisation des dépenses payées non comptabilisées en 1984.

— La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 00.00, paragraphe 99.

Décision : n° 954/MEF/DCO du 23/10/85 — Il est mis à la disposition de l'Ambassadeur du Togo à Londres un crédit de : quatre millions (4.000.000) de francs CFA pour l'installation d'un dispositif de protection dans l'immeuble abritant la Chancellerie.

— La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 955/MEF/DCO du 23-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine un crédit de six cent vingt deux mille neuf cent quatre vingt seize (622.996) francs CFA pour l'inauguration du centre régional de formation et de promotion de la ferme de Landa.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 956/MEF/DCO du 23-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de l'intérieur à Lomé, un crédit de trois millions (3.000.000) de francs CFA pour l'achat de carburant.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 957/MEF/DCO du 23-10-85 — Il est mis à la disposition de la sûreté nationale, un crédit de quatre millions (4.000.000) de francs CFA pour l'achat de carburant.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 963/MEF/DCO du 23-10-85 — Il est mis à la disposition de M. l'ambassadeur du Togo à Moscou un crédit de trois millions deux cent vingt neuf mille cent dix neuf (3.229.119) francs CFA, pour frais de pénalités pour paiement tardif du loyer de l'immeuble de notre représentation à Moscou et des locaux d'habitation du personnel togolais.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 964/MEF/DCO du 23-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine un crédit de trois millions (3.000.000) de francs CFA pour venir en aide à toutes catégories de personnes en difficulté d'une façon épisodique ou permanente.

Cette somme sera mandatée et virée dans le compte n° 00419 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur au nom de la direction générale des affaires sociales.

La dépense dont les pièces justificatives comprendront un procès-verbal de constat de l'état d'indigence des bénéficiaires et seront adressées au trésorier-payeur, est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 23, chapitre 95, article 00-00, paragraphe 65.

Décision n° 972/MEF/DCO du 24-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le trésorier-payeur du Togo un crédit de deux cent trente mille (230.000) francs CFA, représentant les frais de participation de M. Koudoyor D. Folly à la convention informatique de SICOB.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 91, article 00-00, paragraphe 81.

Décision n° 981/MEF/DCO du 28-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le directeur de l'économie, un crédit de quatre cent soixante dix sept mille huit cent

quatre vingt seize (477.896) francs CFA pour l'achat de deux mobylettes AV. 85 et deux casques.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Décision n° 982/MEF/DCO du 28-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre du plan et de l'industrie un crédit de cent mille (100.000) francs CFA pour l'entretien de son hôtel ministériel.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 983/MEF/DCO du 28-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre du plan et de l'industrie un crédit de un million (1.000.000) de francs CFA pour les réceptions officielles qu'il aura à donner durant le reste de l'année.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (rubrique réceptions des personnalités officielles).

Décision n° 984/MEF/DCO du 28-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre délégué à la présidence de la République chargé de l'information un crédit de un million deux cent mille (1.200.000) francs CFA pour l'entretien du « Studio 3 000 ».

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Décision n° 1002/MEF/DCO du 31-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique un crédit de dix millions six cent soixante quatorze mille trois cent trente deux (10.674.332) francs CFA pour effectuer les travaux d'aménagement de la bibliothèque nationale à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Décision n° 1011/MEF/DCO du 31-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre du commerce et des transports, un crédit de deux millions six cent cinquante quatre mille six cent huit (2.654.608) francs CFA pour lui permettre d'acquitter les factures des travaux d'entretien de son cabinet et d'acheter trois (3) machines à écrire aux directions du commerce extérieur et intérieur.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1012/MEF/DCO du 31-10-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de la Jeunesse, des sports et de la culture, un crédit de cinq cent vingt trois mille (523.000) francs CFA pour couvrir les frais de participation de l'équipe togolaise de Lawn-tennis au 6e championnat africain de Lawn-tennis qui doit se dérouler à Tripoli (Libye) du 1er au 7 octobre 1985.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 1015/MEF/DCO du 4-11-85 — Il est mis à la disposition de M. le trésorier-payeur un crédit de quarante neuf millions sept cent quatre vingt dix huit mille trois cent quarante trois (49.798.343) francs CFA pour régulariser les écritures suivantes :

- | | |
|--|------------------|
| 1 — Ambassade du Togo à Washington : | 3.381.365 F CFA |
| Crédit spécial pour les travaux de réfection et de rénovation | |
| 2 — Mission Permanente du Togo près l'ONU : | 17.414.703 F CFA |
| Crédit spécial pour payer les arriérés des frais scolaires des enfants du personnel togolais. | |
| 3 — Mission Permanente du Togo près l'ONU | 29.002.275 F CFA |
| Règlement du tiers du montant des travaux de réfection des immeubles abritant la Résidence et la Chancellerie. | |
| | 49.798.343 F CFA |

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel) et fera l'objet de demande de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 1016/MEF/DCO du 4-11-85 — Il est mis à la disposition de M. le receveur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, un crédit de un million cinq cent mille (1.500.000) francs CFA pour lui permettre l'achat et la pose de quatre climatiseurs marque Hitachi.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Décision n° 1019/MEF/DCO du 4-11-85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre du commerce et des transports un crédit de deux millions deux cent quarante deux mille six cent huit (2.242.608) francs CFA

pour renouveler les installations téléphoniques de la direction des transports routiers.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses imprévues de matériel).

Subventions

Décision n° 861/MEF/FCS du 1-10-85 — Une subvention de un million cinq cent mille (1.500.000) francs CFA est accordée au centre d'apprentissage professionnel en carrières électroniques de Pointe (CAPCEP).

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36 012504-N domicilié à la BIAO Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07-00, paragraphe 99 (dépenses exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 874/MEF/FCS du 2-10-85 — Une subvention de vingt six millions cent trente sept mille (26.137.000) francs CFA est accordée à la commune de Lomé et à la préfecture du Golfe au titre de la taxe civique pour l'année 1985.

Cette somme sera mandatée aux noms des deux collectivités locales et virée aux comptes respectifs suivant la répartition ci-après indiquée :

Commune de Lomé =	13.500.000	Comptes n° 432-00
		Trésor public
Préfecture du Golfe =	12.637.000	Compte n° 492-260
		Trésor public

Total = 26.137.000

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 876/MEF/FCS du 2-10-85 — Une subvention de trois cent millions (300.000.000) de francs CFA est accordée à l'Hôtel du 2 Février au titre de l'année 1985.

Cette somme sera mandatée et payée au nom du trésorier-payeur en régularisation du paiement effectuée par OP n° 249 du 23 août 1985.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 877/MEF/FCS du 2-10-85 — Une subvention de sept cent mille (700.000) francs CFA est accordée au budget du comité national de l'eau (CNE) au titre de l'année 1985.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 60 153 domicilié auprès de l'union togolaise

se de banque (UTB) ouvert au nom de la régie nationale des eaux du Togo (RNET).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 878/MEF/FCS du 2-10-85 — Une subvention de un million cinq cent mille (1.500.000) francs CFA est accordée à la croix rouge togolaise (C.R.T.) au titre de l'année 1985.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 31 3 000 1974 domicilié à l'union togolaise de banque (U.T.B.) Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 23, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 970/MEF/FCS du 23-10-85 — Une subvention de vingt neuf millions deux cent quarante sept mille quatre cent quatre vingt (29.247.480) francs CFA est accordée aux directions régionales du développement rural (ex-SORAD-ARAC-ORPV) au titre de la taxe civique pour l'année 1985.

Cette somme sera mandatée aux noms des directions régionales du développement rural et virée aux comptes bancaires respectifs suivant la répartition ci-après indiquée :

— DRDR (Région Maritime)	=	7.352.100 CNCA
n° 35 à Lomé		
— DRDR (Région des Plateaux)	=	7.733.070 UTB
n° 3130012092 Lomé		
— DRDR (Région Centrale)	=	2.732.220 UTB
n° 11729 Lomé		
— DRDR (Région de la Kara)	=	6.885.090 UTB
n° 30122 Lomé		
— DRDR (Région des Savanes)	=	4.545.000 UTB
n° 3130012112 Lomé		

Total = 29.247.480

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 1545/MTFP du 21-10-85 — M. Dravie-Anakpan Etsri Lossa Mawuena, n° mle 000433-K, attaché d'administration de 1re classe 3e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'administration générale, est promu au grade d'attaché d'administration principal 1er échelon à compter du 1er janvier 1983.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 1er janvier 1985.

Arrêté n° 1579/MTFP du 22-10-85 — M. Akué-Ka Kpakpo Mawulolo, n° mle 013068-E, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon (indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement est promu au grade d'instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750) à compter du 9 septembre 1980.

M. Akué-Ka Kpakpo Mawulolo, n° mle 013068-E, instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) session des 22 et 23 octobre 1980, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1981 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau corps est acquise à compter du 9 septembre 1980, date de sa promotion.

Arrêté n° 1580/MTFP du 22-10-85 — M. Ako Kodjo, n° mle 008427-D, instituteur-adjoint de 3e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, est promu au grade d'instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon à compter du 1er janvier 1982.

M. Ako Kodjo, n° mle 008427-D, instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-concours) session des 20 et 21 octobre 1982, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1er janvier 1982, date du dernier avancement automatique de l'intéressé dans le corps de provenance.

Arrêté n° 1612/MTFP du 4-11-85 — M. Woedeme Yao Sessi, n° mle 001615-R, instituteur de 2e classe 4e échelon, du cadre du personnel de l'enseignement est promu au grade d'instituteur de 1re classe 1er échelon à compter du 1er janvier 1985.

Admissions

Arrêté n° 1546/MTFP du 21-10-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Gnimlé Kpabèba Makumayen, n° mle 033054-G, l'arrêté n° 1782/MTFP du 9 décembre 1982 portant nomination.

M. Gnimlé Kpabèba Makumayen, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) et qui est admis au concours de recrutement

des instituteurs-adjoints stagiaires, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 11 octobre 1982 et mis à la disposition du ministre de l'enseignement du premier et du deuxième degré (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1547/MTFP du 21-10-85 — M. Soukoum Anarem Djato n° mle 22252-N, moniteur permanent de 2e catégorie échelle D, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 20 et 21 octobre 1982, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1er janvier 1983 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 3 ans 3 mois 4 jours lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 10 février 1978 au 31 décembre 1982 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1-1-1983 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 3 ans 3 mois 4 jours de bonification
1-1-1983 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 1 an 3 mois 4 jours de bonification
27-9-1983 — moniteur de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 1548/MTFP du 21-10-85 — Les moniteurs permanents ci-après désignés, admis au concours de monitorat (CAM) session des 21 et 22 octobre 1981 et 20 et 21 octobre 1982, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3e classe 1er échelon (catégorie D - indice 270) dans les conditions suivantes et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

à compter du 1er janvier 1982

Apati-Bassah Yawo Mensah Mawulikplimi, n° mle 018167-Z, moniteur permanent de 3e catégorie éch. A.

à compter du 1er janvier 1983

Kodjo Kouami, n° mle 017659-M, moniteur permanent de 2e catégorie échelle A.

Une bonification d'ancienneté leur est accordée dans les conditions suivantes en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Nom et prénoms	date d'engagement	ancienneté de service d'agent non fonctionnaire	bonification des 2/3 accordée
Apati-Bassah Yawo Mensah Mawulikplimi, n° mle 018167-Z	27-9-1976 au 31-12-1981	5 a 3m 4j	3 a 6m 2j
Kodjo Kouami, n° mle 017659-M	13-9-1976 au 31-12-1982	6 a 3m 18j	4 a 2m 12j

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Apati-Bassah Yawo Mensah Mawulikplimi

1-1-1982 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 3a 6m 2j de bonification

1-1-1982 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 1a 6m 2j de bonification

29-6-1982 — moniteur de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée)

Kodjo Kouami

1-1-1983 — moniteur de 3e classe 1er échelon + 4a 2m 12j de bonification
1-1-1983 — moniteur de 3e classe 2e échelon + 2a 2m 12j de bonification
1-1-1983 — moniteur de 3e classe 3e échelon + 2m 12j de bonification
19-10-1984 — moniteur — de 3e classe 4e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 1549/MTFP du 21-10-85 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et mis à la disposition du ministre du travail et de la fonction publique.

Section 19, chapitre 20 du budget général

Attachés d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaires (Cat. A2, indice 1100)

Aboussa Kokou Elavanyo (baccalauréat + diplôme de l'école nationale d'administration cycle II)

Dizewe Kossi Bawoumondôm (baccalauréat + diplôme de l'école nationale d'administration cycle II)

Secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (Cat. B, indice 750)

Kpanou Comlan (BEPC + attestation d'inscription au BAC + diplôme de l'école nationale d'administration cycle I).

*Section 19, chapitre 11 du budget général
Secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon
stagiaire (Cat. B, indice 750)*

Donko Kossi Kasségnin (BEPC + diplôme de l'école nationale d'administration cycle I)

*Section 19, chapitre 22 du budget général
Secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon
stagiaire (Cat. B, indice 750)*

Medjessiribi Madanoum (BEPC, diplôme de l'école nationale d'administration cycle I).

Le présent arrêté prend effet à compter du 5 décembre 1985, date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1581/MTFP du 22-10-85 — Est et demeure en ce qui concerne M. Tounou Moè Gbawoè, n° mle 001681-K l'arrêté n° 358/MFP du 30 avril 1975, portant nomination.

M. Tounou-Akue Moè Gbawoè, n° mle 001681-K, agent permanent de 6e catégorie échelle D au salaire mensuel et prime d'ancienneté de 42.824 F, admis au concours professionnel pour le recrutement des secrétaires des greffes et parquets, ouvert par arrêté n° 440/MFP du 2 juillet 1974, est nommé dans le cadre du personnel judiciaire en qualité de secrétaire des greffes et parquets de 1re classe 2e échelon (catégorie C — indice 800) à compter du 1er mars 1975 en application des dispositions des articles 42 et 43 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 et conserve son affectation actuelle (section 17, chapitre 21 du budget général).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1-3-1975 — secrétaire des greffes et parquets de 1re classe, 2e échelon
- 1-3-1977 — secrétaire des greffes et parquets de 1re classe, 3e échelon
- 1-3-1979 — secrétaire des greffes et parquets principal 1er échelon
- 1-3-1981 — secrétaire des greffes et parquets principal 2e échelon
- 1-3-1983 — secrétaire des greffes et parquets principal 3e échelon (ind. 1000)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 20 mars 1985.

Arrêté n° 1582/MTFP du 22-10-85 — Est et demeure en ce qui concerne Mlle Koffi Kelly Akuavi, n° mle 020778-C, la décision n° 172/MTFP du 7 février 1983 portant avancement d'échelles.

Mlle Koffi Kelly Akuavi, n° mle 020778-C, monitrice permanente de 5e catégorie échelle C, admise au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 22 et 23 octobre 1980, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1er janvier 1981 et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ((section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 2 ans 2 mois 12 jours lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 13 septembre 1977 au 31 décembre 1980 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 1-1-1981 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 2 ans 2 mois 12 jours de bonification
- 1-1-1981 — monitrice de 3e classe 2e échelon + 2 mois 12 jours de bonification
- 19-10-1982 — monitrice de 3e classe 3e échelon (bonification épuisée).

Mlle Koffi Kelly Akuavi, n° mle 020778-C, monitrice de 3e classe (catégorie D — indice 350) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) série concours, session des 19 et 20 octobre 1983, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1583/MTFP du 22-5-85 — Mlle Mensah-Nyaga Amélé Délali, n° mle 010527-H, dactylographe permanente, échelle I échelon 5, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) option : employée de bureau, session de mai - juin 1980 et qui a réuni cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er juillet 1985 et reste mise à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget annexe des chemins de fer du Togo).

Mlle Mensah-Nyaga Amélé Délali dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel, le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1613/MTFP du 4-11-85 — M. Awlo Mokpokpo, n° mle 025220-W, moniteur permanent de 2e catégorie échelle C, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 21 et 22 octobre 1981, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1er janvier 1982 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 11 mois 29 jours est accordée à M. Awlo Mokpokpo pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement public en qualité de moniteur permanent du 2 janvier 1979 au 31 décembre 1981 inclus en application des dispo-

sitions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- 1-1-82 : moniteur de 3e classe 1er échelon + 1a 11m 29j de bonification
- 2-1-82 : moniteur de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 1614/MTFP du 4-11-85 — Mlle Nambanga Yénakoma, n° mle 023965-P, monitrice permanente de 3e catégorie échelle B, admise au certificat d'aptitude au monitorat (CAM), session des 22 et 23 octobre 1980 est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1er janvier 1981 et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 6 mois 13 jours lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 11 septembre 1978 au 31 décembre 1980 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 1-1-1981 — monitrice de 3e classe 1er échelon + 1 an 6 mois 13 jours de bonification
- 18-6-1981 — monitrice de 3e classe 2e échelon (bonification épuisée).

Mlle Nambanga Yénakoma dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative conserve à titre personnel le bénéfice de cette rémunération, jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1615/MTF du 4-11-85 — M. Degbe Eglo Kokou Biova, n° mle 011274-C, dactylographe permanent de 5e catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) session de juillet 1980, et qui a réuni cinq ans de service dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er août 1985 et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine (section 23, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1616/MTFP du 4-11-85 — Mlle Mensah Afiavi Adodo, n° mle 022585-K, employée de bureau permanente de 5e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP : option employé de bureau) session de mai - juin 1980, et qui a

réuni cinq ans de service dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C, indice 550) à compter du 1er juillet 1985 et reste mise à la disposition du ministre du développement rural (section 21, chapitre 25 du budget général).

Mlle Mensah Afiavi Adodo, dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 1617/MTFP du 4-11-85 — Mme Joakim Titilayo Somemagna, épouse Agbenou, n° mle 009369-B, employée de bureau permanente de 5e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP-option : employé de bureau), session de juin 1980 et qui a réuni cinq années d'ancienneté dans l'administration, est nommée dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe, 1er échelon (catégorie C - indice 550), à compter du 1er juillet 1985 et conserve son affectation actuelle (section 21, article 24 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde, à compter du 21 août 1985.

Arrêté n° 1618/MTFP du 4-11-85 — M. Adotévi-Akué Adovi Sénouwogbé, n° mle 007067-V, employé de bureau permanent de 5e catégorie, échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP : option employé de bureau), session de mai - juin 1980, et qui a réuni cinq ans de service dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe, 1er échelon (catégorie C, indice 550), à compter du 1er juillet 1985 et reste mis à la disposition du ministre du développement rural : (section 21, chapitre 25 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde, à compter du 4 septembre 1985.

Arrêté n° 1619/MTFP du 4-11-85 — M. Attissi Komlan Agbélésséssi, n° mle 015882-C, employé de bureau permanent de 5e catégorie, échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans de service dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe, 1er échelon (catégorie C-indice 550), à compter du 1er août 1985 et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine (section 23, chapitre 20 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 22 août 1985.

Intégrations

Arrêté n° 1550/MTFP du 21-10-85 — M. Koudaya Sogbéga Zizi, n° mle 013725-F, secrétaire d'administration de 1re classe, 2e échelon (catégorie B-indice 1250), titulaire du diplôme du cycle II de l'école nationale d'administration (promotion 1982 - 1985, option : impôts), est rayé du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et intégré dans le cadre des fonctionnaires des contributions directes en qualité d'inspecteur de 2e classe, 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100), à compter du 8 juillet 1985 et conserve son affectation actuelle (section 5, chapitre 21 du budget général).

M. Koudaya Sogbéga Zizi, conservera le traitement correspondant à l'indice 1250 qu'il a atteint dans le corps des secrétaires d'administration.

Arrêté n° 1551/MTFP du 21-10-85 — M. Adjaky Amouzouvi Efoé Gadinko, n° mle 020153-D, secrétaire d'administration de 2e classe, 4e échelon (catégorie B-indice 1050), titulaire du diplôme du cycle II de l'école nationale d'administration (promotion 1982 - 1985 option : impôts), est rayé du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et intégré dans le cadre des fonctionnaires des contributions directes en qualité d'inspecteur des impôts de 2e classe, 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100), à compter du 8 juillet 1985 et conserve son affectation actuelle (section 5, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 1552/MTFP du 21-10-85 — M. Tobossou Mawoussi Kossouhoué, n° mle 003604-N, instituteur-adjoint de 2e classe, 3e échelon (catégorie C-indice 850) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours, session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe, 2e échelon (catégorie B-indice 850), à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau corps est acquise à compter du 1er janvier 1983, date du dernier avancement d'échelon de l'intéressé dans le corps de provenance.

Arrêté n° 1584/MTFP du 22-5-85 — M. Douti Djakper, n° mle 021854-Y, moniteur de 2e classe, 3e échelon (catégorie D-indice 510), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP-concours), session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe, 1er échelon (catégorie C-indice 550), à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1585/MTFP du 22-5-85 — M. Adjoli Méba Kandja, n° mle 003096-A, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP — concours), option : enseignement primaire, session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1620/MTFP du 4-11-85 — M. Amegblé Yao, n° mle 011887-R, instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CFEN-ENI), session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1984, et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1er janvier 1983 date du dernier avancement de grade de l'intéressé dans son ancien corps.

Arrêté n° 1621/MTFP du 4-11-85 — M. Akoto Amey, n° mle 010762-L, inspecteur de 2e classe 4e échelon promu au grade d'inspecteur de 1re classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1500) à compter du 5 avril 1985.

M. Akoto Amey, n° mle 010762-L, inspecteur de 1re classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1500) du cadre des fonctionnaires du trésor, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (cycle III ; promotion 1983-1985) option : finances et trésor, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'inspecteur central du trésor de 3e classe 3e échelon (catégorie A1 — indice 1600) à compter du 8 juillet 1985 et conserve son affectation actuelle (section 05, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 1622/MTFP du 4-11-85 — M. Anaté Manayèm, n° mle 005642-U, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon (catégorie C — indice 800) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP), série concours, session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1623/MTFP du 4-11-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Songo Komlangan, n°

mle 012946-L, l'arrêté n° 01193/MTFP du 16 octobre 1984, portant avancement automatique d'échelons dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

M. Songo Komlangan, n° mle 012946-L, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon (catégorie C — indice 800) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CEFEN-END) session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 2e échelon (catégorie C — indice 850) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1624/MTFP du 4-11-85 — Est et demeure rapporté en ce qui M. Lokou Esso, l'arrêté n° 00882/MTFP du 17 juillet 1984, portant promotion.

M. Lokou Esso, n° mle 017777-T, moniteur de 3e classe 4e échelon (catégorie D — indice 390) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) session des 20 et 21 octobre 1982, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1625/MTFP du 4-11-85 — M. Kponsihoin Kossi Aglossou, n° mle 008657-T, ingénieur des travaux statistiques de 2e classe 2e échelon (catégorie A2 — indice 1600) titulaire du diplôme du cycle III de l'école nationale d'administration (promotion 1983-1985 option : finances et trésor), est rayé du cadre des fonctionnaires de la statistique générale et intégré dans le cadre des fonctionnaires du trésor en qualité d'inspecteur central de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 8 juillet 1985 et conserve son affectation actuelle (section 35, chapitre 21 du budget général).

M. Kponsihoin Kossi Aglossou conserve le traitement correspondant à l'indice 1600 qu'il a atteint dans le corps des ingénieurs des travaux statistiques.

Arrêté n° 1626/MTFP du 4-11-85 — M. Kpanté Essofa, n° mle 013955-V, prospecteur culturel de 2e classe 1er échelon (catégorie D — indice 430), titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (cycle 1 promotion 1981-1984 — option : administration du travail et des lois sociales), est rayé de son corps d'origine et intégré dans la catégorie B en qualité de contrôleur de travail de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 750) à compter du 17 septembre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 37, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 1627/MTFP du 4-11-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Fatondji Yavèdo, n° mle 013021-P, l'arrêté n° 01193/MTFP du 16 octobre

1984 portant avancement automatique d'échelons.

M. Fatondji Yavèdo, n° mle 013021-P, instituteur-adjoint de 2e classe 2e échelon (catégorie C — indice 800) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique CAP-CEFEN-END session d'octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1628/MTFP du 4-11-85 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Degboevi Yao Sena, n° mle 016262-Y, la décision n° 615/MTFP du 13 avril 1982 portant avancement automatique d'échelons.

M. Degboevi Yao Sena, n° mle 016262-Y, adjoint-administratif de 2e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650), titulaire du diplôme de cadre technique du développement (option : développement régional et planification) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux ans, et d'une disponibilité sans traitement pour études d'une durée de sept (7) mois à l'institut panafricain pour le développement de Douala (Cameroun) est rayé du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de technicien de développement de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1er juillet 1982 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 22 du budget général).

Arrêté n° 1629/MTFP du 4-11-85 — M. Afandalo Messan, n° mle 017057-T, moniteur de 2e classe 1er échelon (catégorie D — indice 430) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 21 et 22 octobre 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1982 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1630/MTFP du 4-11-85 — M. Dagbovi Komlan, n° mle 027720-A, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP), série concours, session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1631/MTFP du 4-11-85 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Bitori Tchara

Kawabalo, la décision n° 2038/MTFP du 3 novembre 1982 et l'arrêté n° 690/MTFP du 23 mai 1984, portant respectivement avancement automatique d'échelons et intégration.

M. Bitori Tchara Kawabalo, n° mle 005910-G, adjoint technique principal 1er échelon (catégorie C - indice 900) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme de cadre technique du développement (option : développement régional et planification) de l'institut panafricain pour le développement de Douala à l'issue d'une disponibilité sans traitement pour études d'une durée de vingt (20 mois) au Cameroun, est rayé de son corps d'origine et intégré dans la catégorie B en qualité de technicien de développement de 2e classe 3e échelon (indice 950) à compter du 1er juillet 1983, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 21, chapitre 28 du budget général).

Arrêté n° 1632/MTFP du 4/11/85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Awunyo Koffo Blewusi Mawuli l'arrêté n° 00814/MTFP du 27 juin 1984, portant avancement automatique d'échelon dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

M. Awunyo Koffi Blewusi Mawuli, n° mle 016064-S, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon (catégorie C — indice 850) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours, session d'octobre 1983 (option : sciences), est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

Arrêté n° 1633/MTFP du 4-11-85 — M. Gbemou Atsutsè, n° mle 007434-C, inspecteur 3e échelon (catégorie A2 — indice 1300) du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications, titulaire du diplôme de maîtrise en droit (option droit des affaires) session de septembre 1984, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'inspecteur 1er échelon (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 1er octobre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 41, chapitre 27 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 7 juillet 1983, date du dernier avancement automatique de l'intéressé dans le corps de provenance.

Arrêté n° 1634/MTFP du 4-11-85 — M. Lawson Helu Nyamassadji Latévi Simékpé, n° mle 004164-E, instituteur de 1re classe 2e échelon (catégorie B — indice 1250) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude au professorat dans les collèges d'enseignement général (CAP-CEG), session d'octobre 1983, série concours (option : sciences-physiques-biologie), est intégré dans la catégorie hiérarchi-

que supérieure en qualité de professeur des CEG de 3e classe 3e échelon (catégorie A2 — indice 1300) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 21 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1er octobre 1983 date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé dans son corps de provenance.

Arrêté n° 1635/MTFP du 4-11-85 — M. Letou Adonkor, n° mle 011408-S, instituteur-adjoint de 2e classe 3e échelon (catégorie C - indice 850) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 2e échelon (catégorie B - indice 850 à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau corps est acquise à compter du 1er janvier 1983 date du dernier avancement d'échelon de l'intéressé dans le corps de provenance.

Arrêté n° 1636/MTFP du 4-11-85 — M. Aharh Kota n° mle 011854-Q, secrétaire d'administration principal 1er échelon (catégorie B - indice 1450) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme de maîtrise en droit (option : carrières administratives) de l'Université du Bénin, session de juin 1985, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'attaché d'administration de 1re classe, 1er échelon (catégorie A2 - indice 1500) à compter du 1er juillet 1985 et conserve son affectation actuelle (budget du Port autonome de Lomé).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 3 décembre 1983.

Arrêté n° 1637/MTFP du 4-11-85 — M. Assiakoley-Mensah Sowa Aholou Seddoh, n° mle 019519-R, assistant de production de 2e classe 3e échelon (catégorie C - indice 650) du cadre des fonctionnaires de la radio-diffusion, titulaire du diplôme de journaliste généraliste (option : radio) de l'école supérieure des sciences et techniques de l'information de Yaoundé, à l'issue de deux (2) années de mise en position de stage de formation professionnelle et d'une année de disponibilité sans traitement pour études en République Unie du Cameroun, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de rédacteur en chef de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100) à compter du 3 mars 1984 et conserve son affectation actuelle (section 31, chapitre 23 du budget général).

Arrêté n° 1638/MTFP du 4-11-85 — M. Kezire Talabanidani, n° mle 031665-B, instituteur-adjoint de

3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C - indice 550), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (session de juin 1984), est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B - indice 750) à compter du 1er juillet 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 25 juillet 1985.

Arrêté n° 1639/MTFP du 4-11-85 — M. Amego Agbléto Ankouvi, n° mle 008894-Y, instituteur-adjoint de 1re classe 1er échelon (catégorie C - indice 900) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 3e échelon (catégorie B - indice 950) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1640/MTFP du 4-11-85 — M. Tétévi Lassey Guidi-Makpézan, n° mle 011481-B, instituteur adjoint de 3e classe 4e échelon (catégorie C - indice 700) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (CAP) série concours session de 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B - indice 750) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Arrêté n° 1641/MTFP du 4-11-85 — Mlle Koumai Alibada, n° mle 029979-D, monitrice de 3e classe 4e échelon (catégorie D - indice 390), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série concours, session des 19 et 20 octobre 1983, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe, 1er échelon (catégorie C - indice 550) à compter du 1er janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

Détachements

Arrêté n° 1556/MTFP du 21-10-85 — Il est mis fin au détachement auprès du port autonome de Lomé de M. Fumey Dovi, n° mle 006231-H, ingénieur-adjoint d'agriculture de 2e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'aménagement rural.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1591-MTFP du 29-10-85 — M. Assi Aguéou Ago, médecin en chef 3e échelon n° mle 013125-F, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service à la division de la mère et de l'enfant, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la caisse nationale de sécurité sociale.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. Assi Aguéou Ago, ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraite du Togo, seront à la charge de la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Arrêté n° 1592/MTFP du 30-10 — M. Nanan Yamban, n° mle 011353-K inspecteur principal 1er échelon du cadre des fonctionnaires des douanes est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la communauté électrique du Bénin (CEB).

Durant la période de détachement les émoluments de M. Nanan ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraite du Togo seront à la charge de ladite communauté.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1643-MTFP du 5-11-85 — Les agents ci-après désignés du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, placés dans la position de détachement suivant arrêté n° 1377-MTFP du 14 septembre 1983 pour servir auprès du Projet TOG-PO2 sont maintenus dans cette même position pour une nouvelle période de seize (16) mois, valable du 1er octobre 1985 au 31 janvier 1987 inclus :

— Kankarti O. Kalie, n° mle 005212-N, secrét. d'action de cl. except.

— Gnon-Manley Nikabou, n° mle 004586-U, attaché d'action de 2e cl. 3e éch.

Pendant la durée du détachement les émoluments de Kankarti et Gnon-Manley, ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraites du Togo, seront à la charge du projet TOG/PO2.

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Absences irrégulières

Arrêté n° 1557-MTFP du 21-10-85 — Est constatée à compter du 9 septembre 1985, l'absence irrégulière de M. Akoussah Kouassi Dodji Mawulana, n° mle 024823-R, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au CEG d'Agbonou (préfecture de l'Ogou).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1648-MTFP du 7-11-85 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 549-MTFP du 8 mars 1985, constatant absence irrégulière de M. Dando Azando, n° mle 020240-S, assistant d'hygiène de 2e classe 3e échelon du cadre du personnel médical technique de la santé publique en service à la subdivision sanitaire de Sotoboua.

Arrêté n° 1602-MTFP du 4-11-85 — Est constatée à compter du 9 septembre 1985, l'absence irrégulière de Mme Adam Atsupi F. Fakonam, épouse Queunum, n° mle 032688-A, institutrice de 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au jardin d'enfants de la Marina à Lomé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressée n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1661-MTFP du 7-11-85 — Est constatée à compter du 26 septembre 1985, l'absence irrégulière de M. Assigbe Kwaku Lulu, ingénieur principal de classe exceptionnelle d'agriculture, n° mle 002397-F du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à la direction régionale du développement rural (DRDR) maritime.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 1663-MTFP du 7-11-85 — Est constatée à compter du 1er septembre 1985, l'absence irrégulière de M. Amenunya Issa Kusugbo, n° mle 010593-B, contrôleur des IEM de 1re classe 3e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en service à la division commutation à Lomé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Révocations

Arrêté n° 1601-MTFP du 4-11-85 — M. Vonoo Kangni, n° mle 005277-F, adjoint technique d'agriculture principal 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à la direction du centre polyvalent de Kazaboua (Tchaoudjo), est révoqué de ses fonctions pour compter du 1er novembre 1985 pour abandon de poste sans suspension des droits à pension.

Arrêté n° 1649-MTFP du 7-11-85 — M. Konutse Kodjo, préposé des douanes 3e échelon n° mle 030100-N, en service à la brigade des douanes du port, est révoqué

de ses fonctions sans suspension de droit à pension pour faute grave de service.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1650-MTFP du 7-11-85 — M. Bansah Kodjo, n° mle 004457-T, inspecteur principal 3e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en service à Atakpamé est révoqué de ses fonctions à compter du 1er mars 1985 pour faute grave de service.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 1571-MTFP du 21-10-85 — M. Tagnevo Yao Eyanoussouwéla, n° mle 017952-A, moniteur de 3e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement précédemment en service à l'école primaire d'Oulita-Plateau (préfecture d'Amou) dont l'absence irrégulière a été constatée suivant décision n° 949-MTFP du 9 août est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1573-MTFP du 21-10-85 — M. Galley Komi Gadzito, n° mle 030161-T, agent d'assiette de 2e classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires des contributions directes en service à l'inspection des impôts de la Kara, dont l'absence irrégulière a été constatée suivant arrêté n° 1368-MTFP du 11 septembre 1985 est rappelé à l'activité à compter du 16 septembre 1985 et remis à la disposition du ministre de l'économie et des finances pour compter de la même date.

Arrêté n° 1574-MTFP du 21-10-85 — M. Kpeglo Koku Ahiengbényo, n° mle 006739-M, ingénieur des travaux agricoles de 1re classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à la direction générale de la SOTOCO à Atakpamé qui a bénéficié d'une disponibilité sans traitement pour études suivant arrêté n° 1207-MTFP du 13 août 1985, est rappelé à l'activité à compter du 2 septembre 1985 et remis à la disposition du ministre du développement rural à compter de la même date.

Retraite

Arrêté n° 1647-MTFP du 7-11-85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Attoh-Mensah L. N. Kouakou, n° mle 001026-C, adjoint administratif principal 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, relevant du ministère de l'économie et des finances, l'arrêté n° 1331-MTFP

du 6 septembre 1985 portant admission à la retraite, qui a fait double emploi avec l'arrêté n° 1411/MTFP du 20 septembre 1985.

Arrêté n° 1594/MTFP du 30-10-85 — M. Laré Yatouti, n° mle 004326-G, ingénieur d'agriculture principal 3e échelon, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour invalidité.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 1662/MTFP du 7-11-85 — M. Komedja Kokouvi Kadedji, n° mle 009947-V, inspecteur principal 1er échelon du cadre des fonctionnaires des contributions directes, en service au trésor, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions de l'article 5-3e alinéa de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Conformément aux dispositions de l'article 16-II, 1er alinéa de la même loi, l'intéressé qui est né le 31 décembre 1944, entrera en jouissance de sa pension le 1er janvier de l'an 2000, date à laquelle il aura normalement atteint la limite d'âge.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1er janvier 1986.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sanction disciplinaire

Décision n° 256/MEN-RS du 15-10-85 — Conformément aux dispositions de l'arrêté n° 20/MEN-RS du 3 mai 1979, chapitre III, article 16, il est infligé à Mlle Amevor Akuwa Wobubé, monitrice adjointe de 2e classe 3e échelon n° mle 018908-W, en service à l'école primaire publique de Klot-Mayondi (Kloto-Centre), surprise en flagrant délit de fraude à l'examen professionnel du CEAP série concours session des 16 et 17 octobre 1985, les sanctions ci-après :

— Les copies ne seront pas corrigées pour la session de 1985

— Une suspension d'un (1) an.

Mlle Amevor Akuwa Wobubé ne pourra se présenter à l'examen du CEAP qu'à la session de 1987.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DU PLAN ET DE L'INDUSTRIE

Autorisations de paiement

Décision n° 235/MPI/DGPD/DFCEP du 8-11-85 — Est autorisé le paiement de la somme de trente millions (30.000.000) de francs CFA représentant une partie de la contribution togolaise au financement du projet Naniélé.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur du Togo en régularisation de l'avance faite par lui

au compte n° 404 ouvert dans ses écritures au profit du Projet Naniélé en exécution du télégramme — lettre n° 2434/MPI/DGPD/DFCEP du 18 octobre 1985.

La dépense est imputable au budget d'investissement et d'équipement CAS-IDA, gestion 1985, titre III, chapitre 2, article 1, paragraphe 1, rubrique L, (CF n° 22/85 du 14.6.1985) AS.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 251/MPI/DGPD/DFCEP du 20.11.85 — Est autorisé le paiement en faveur de l'entreprise ECRAN à Lomé par virement à son compte n° 9030 007460158 chez la banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTIC) à Lomé, de la somme de : trente millions soixante douze mille cent quatre vingt treize (30 072 193) francs CFA représentant le montant des travaux déjà réalisés par cette entreprise dans le cadre de la construction de l'immeuble devant abriter les bureaux de la préfecture de Kloto à Kpalimé.

La dépense est imputable au budget d'investissement et d'équipement gestion 1985, titre VI, chapitre 1, article 2, paragraphe 1, rubrique A (CF n° 159/85 du 24.10.1985) AS.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Nominations

Arrêté n° 28/MPI/CAB du 19-11-85 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n°s 9-MPRA-CAB et 12-MPRA des 15 septembre 1981 et 18 novembre 1981, nommant M. Ajavon Ayayi, directeur général adjoint du plan et du développement et directeur de la coordination du plan par intérim.

M. Ajavon Ayayi est nommé directeur régional du plan et du développement de la région de Kara, en remplacement de M. Zoland Kodjo appelé à d'autres fonctions.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-20-13-3 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 29-MPI-CAB du 19-11-85. — M. Nondoh-Adabi Tcha Ate-Ma, ingénieur statisticien principal 2e échelon, n° mle 07451-V, précédemment directeur régional du plan et du développement à Sokodé, est nommé directeur général adjoint du Plan et du développement en remplacement de M. Ajavon Ayayi appelé à d'autres fonctions.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-20 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 30-MPI-CAB du 19-11-85. — M. Klutsè Kwassi, administrateur civil de 2e classe 4e échelon, indice 1 750, n° mle 021 797, précédemment chef de la division de la coordination des aides et relations économiques internationales, est nommé directeur de la coordination du plan en remplacement de M. Ajavon Ayayi, appelé à d'autres fonctions.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-20-12.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE

Nomination

Arrêté n° 4-MJSC-CAB du 7-11-85. — M. Biramah Baba-Toundé, inspecteur de la jeunesse et des sports est nommé directeur adjoint de la jeunesse et des activités socio-éducatives.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 668-MEF-CR du 23-10-85. — Une pension d'ancienneté (pourcentage 68 %) au montant annuel de quatre cent trente six mille deux cent quatre vingt (436 280) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lougui Akakpo adjoint technique de 1re classe 3e échelon du corps du personnel des eaux et forêts et chasses (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lougui Akakpo pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Akuavi, née le 21 septembre 1955

Yawoa, née le 29 mars 1956

Adjoavi, née le 7 avril 1958

Akossiwa, née le 21 mai 1961

Kodjo, né le 1er juillet 1963

Kossiawavi, née le 13 février 1966

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent neuf mille soixante douze (109 072) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Lougui Akakpo pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 11e rang) ci-après désignés :

Komla, né le 25 juin 1968

Komla-Kouma, né le 2 février 1971

Kuami, né le 22 décembre 1973

Kodjovi, né 5 avril 1976

Kossivi, né le 25 juillet 1982.

Arrêté n° 669-MEF-CR du 23-10-85. — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 45 %) au montant annuel de cent quarante deux mille six cent soixante (142 660) francs est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Degbadjo Kokou Osra, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 0687 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

M. Degbadjo Kokou Osra pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Kouma, né le 27 octobre 1973

Mensah, né le 9 mai 1975

Anoumou, né le 6 octobre 1980

Atsu, né le 2 juin 1982

Atsufé, née le 2 juin 1982

Ayao, né le 17 février 1983.

Arrêté n° 670-MEF- du 23-10-85 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amegran Houndjo Gamaplékou, infirmier d'Etat principal de classe exceptionnelle en retraite est révisée et fixée au taux de 65 % des émoluments de base correspondant à l'indice 1050 pour compter du 1er janvier 1985..

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à cinq cent quinze mille cent soixante (515.160) francs pour compter du 1er janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amegran Houndjo Gamaplékou pour compter du 1er janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Ayawavi, née le 2 décembre 1954

Ablanvi, née le 2 juillet 1957

Yaoga, né le 26 mai 1960

Améyo, née le 27 mars 1965

Yaotrée, né le 8 juillet 1965

Amevi, née le 16 septembre 1967.

Le montant annuel de la nouvelle majoration est fixé à cent vingt huit mille sept cent quatre vingt douze (128.792) francs pour compter du 1er janvier 1985.

Le reste sans changement

Arrêté n° 671-MEF-CR du 23-10-85. — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52 %) au montant annuel de deux cent vingt cinq mille six cent quatre vingt huit (225.688) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Boyodi Ayana Konga, caporal-

chef 5e échelon n° mle 0247 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

M. Boyodi Ayana Konga pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 9e rang) ci-après désignés :

Tchilalou, née le 20 mars 1973
Essotina, né le 6 mai 1973
Kossiwa, née le 5 octobre 1975
Somialou, née le 3 janvier 1978
Pawi, né le 25 février 1978
Wiyao, né le 14 mai 1980
Abalo, né le 21 mai 1980
Malimda, née le 19 décembre 1982
Palé, né le 22 mars 1983.

Arrêté n° 672-MEF-CR du 23-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 67 %) au montant annuel de cinq cent cinq mille sept cent vingt quatre (505.724) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. N'tasse Kossi Migbondji, adjoint technique principal 3e échelon du corps du personnel de l'agriculture de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

M. N'Tasse Kossi Migbondji pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2e au 4e rang) ci-après désignés :

Akouavi, née le 18 août 1965
Kossi, né le 27 août 1967
Ablewa, né le 3 octobre 1972.

Arrêté n° 673-MEF-CR du 23-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 76 %) au montant annuel de trois cent quinze mille cinq cent douze (315.512) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Dorkenoo Flawa Akouavi Sampè (née Cadiry), commis d'administration principal 1er échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 550) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Mme Dorkenoo Flawa Akouavi Sampè (née Cadiry) pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de sa fille Améyo, née le 26 août 1967.

Arrêté n° 675-MEF-CR du 23-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 67 %) au montant annuel de cinq cent trente et un mille douze (531.012) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akouété Sossouvi Vigninou, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des postes et télécommunications (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akouété Sossouvi Vigninou pour compter du 1er juin 1985 une majoration pour famille nombruse au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Hounsino, né le 3 août 1961
Sodégadji, né le 10 février 1967
Vianou, né le 22 janvier 1969

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante trois mille cent quatre (53.104) francs pour compter du 1er juin 1985.

M. Akouété Sossouvi Vigninou pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 11e rang) ci-après désignés :

Mèvi, née le 9 octobre 1969
Vianou, né le 10 janvier 1971
Sossa, né le 24 mai 1971
Kinmidé, né le 11 décembre 1974
Sohouegnon, née le 29 janvier 1975
Novimonnou, né le 8 mars 1975
Sidémého, née le 20 février 1978
Kafui, né le 9 mars 1980.

Arrêté n° 676-MEF-CR du 23-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 72 %) au montant annuel de quatre cent trente quatre mille sept cent soixante douze (434.772) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Lawson Latré Sibi Madjé, épouse Tomegah agent de recouvrement de 1re classe 2e échelon du corps du personnel du trésor (indice 800) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Arrêté n° 677-MEF-CR du 23-10-85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40 %) au montant annuel de cent trente cinq mille huit cent soixante huit (135.868) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchallim Soh Kézié, gendarme adjoint de 1re classe 5e échelon n° mle 785 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1985.

M. Tchallim Soh Kézié pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 7e rang) ci-après désignés :

Essoh Hanam, né le 31 mars 1975
Mondonzouwè, née le 8 avril 1975
Manaeyassiwe, né le 23 juin 1978
Hodalo, née le 16 avril 1980
Bagba Soh Tassi, né le 13 avril 1982
Tchilalo, née le 11 mai 1983
Panawè, née le 12 décembre 1984

Arrêté n° 678/MEF/CR du 23-10-85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 36 %) au montant annuel de cent soixante seize mille six cent vingt huit (176.628) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ehouloum Saou Bawana, sergent 5e échelon n° mle 0493 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er décembre 1984.

M. Ehouloum Saou Bawana pourra prétendre, pour compter du 1er décembre 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 8e rang) ci-après désignés :

Somialo, née le 3 janvier 1972
 Bayodounam, né le 6 mai 1972
 Pissandjao, né le 25 septembre 1973
 Mazalo, née le 15 août 1975
 Baomandom, né le 29 novembre 1976
 Matchonawè, né le 15 février 1979
 Lonsoziya, né le 7 février 1980
 Eyanawa, né le 22 septembre 1982.

Arrêté n° 690-MEF-CR du 29-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 63 %) au montant annuel de deux cent quatre vingt dix neuf mille cinq cent quatre vingt quatre (299.584) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bedinade Tomféi, agent spécialisé principal 3e échelon du corps du personnel des travaux publics (indice 630) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bedinade Tomféi pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Biréani, né le 24 septembre 1957
 Bidegnawè, né le 14 novembre 1963
 Tchilalou, née le 28 août 1964
 Malo, née le 24 août 1965
 Dadja, né le 24 septembre 1966
 Massalo, née le 28 décembre 1966.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante quatorze mille huit cent quatre vingt seize (74.896) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Bedinade Tomféi pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 12e rang) ci-après désignés :

Bèdembada, né le 30 avril 1969
 Essodabouwè, né le 13 août 1969
 Hotalou, né le 25 septembre 1971
 Palouki, né le 21 mai 1972
 Yooudème, né le 17 septembre 1974
 Bakilarou, né le 12 septembre 1978.

Arrêté n° 691/MEF/CR du 29-10-85 — Une pension proportionnelle (pourcentage 54 %) au montant annuel de trois cent quatre vingt sept mille deux cent vingt

(387.220) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Folivia Wlu Kuma, adjoint administratif principal 1er échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mai 1985.

M. Folivia Wlu Kuma pourra prétendre, pour compter du 1er mai 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3e au 6e rang) ci-après désignés :

Adjo, née le 21 avril 1969
 Kossi, né le 1er octobre 1972
 Kodzo, né le 29 décembre 1975
 Essi, née le 30 octobre 1977.

Arrêté n° 692/MEF/CR du 29-10-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Amétépé Abra (née Tépé) épouse du feu Amétépé Komi Mensah, maréchal des logis chef 1er échelon n° mle 136 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 700, pourcentage 63 %) décédé le 5 septembre 1984, une pension de veuve au taux annuel de cent soixante six mille quatre cent trente six (166.436) francs pour compter du 1er octobre 1984.

Il est alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à trente trois mille deux cent quatre vingt huit (33.288) francs l'an pour compter du 1er octobre 1984 aux orphelins ci-après désignés :

Kokou, né en 1964
 Komlan, né le 25 avril 1967
 Essi, née le 26 octobre 1969.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Amétépé Yawo chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 693/MEF/CR du 29-10-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Tchangbayou Siwalo née Assih, épouse de M. Tchangbayou Manaté gardien de la paix 3e échelon à indice 350 pourcentage 13 % décédé le 23 septembre 1982 une pension de veuve au taux annuel de dix sept mille cent soixante douze (17.172) francs pour compter du 24 octobre 1982.

Cette pension de veuve est augmentée d'une rente d'invalidité au taux annuel de cent et un mille neuf cents (101.900) francs pour compter du 24 octobre 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin et une rente d'invalidité pour compter du 24 octobre 1982 à chacun des enfants ci-après désignés :

Piyalou, née le 9 janvier 1969
 Kemeyalo, née le 9 mars 1973
 Essossimna, né le 1er septembre 1975
 Evazoune, née le 10 mai 1978
 Solim, né le 17 octobre 1982.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du

21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve Tchangbayou Siwalo, née Assih tutrice des orphelins du de conjoint.

Arrêté n° 694/MEF/CR du 29-10-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 70 %) au montant annuel de huit cent quatre vingt dix huit mille deux cent vingt quatre (898.224) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Soarès Didi Dzatatsu, inspecteur principal 3e échelon du corps du personnel des PTT (indice 1700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Soares Didi Dzatatsu pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Délali, née le 16 mars 1956
Kafui, née le 28 janvier 1958
Akofa, née le 30 juillet 1960
Kwami, né le 9 septembre 1961
Adzoa, née le 15 octobre 1962
Ablawa, née le 7 mai 1965.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent vingt quatre mille cinq cent cinquante six (224.556) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Soarès Didi Dzatatsu pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 9e rang) ci-après désignés :

Komlan, né le 4 avril 1967
Afi, née le 21 mars 1969
Kodjo, né le 7 janvier 1974.

Arrêté n° 695/MEF/CR du 29-10-85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52 %) au montant annuel de cent soixante seize mille six cent vingt huit (176.628) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Atilan Ayao caporal 4e échelon n° mle 0199 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

M. Atilan Ayao, pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 7e rang) ci-après désignés :

Akossiwa, née le 26 mai 1971
Kossi, né le 16 janvier 1972
Pacôme, né le 9 mai 1974
Kossiwa, née le 8 septembre 1974
Akouavi, née le 3 novembre 1976
Akouvi, née le 14 avril 1982
Akouavi, née le 20 octobre 1982.

Arrêté n° 697/MEF/CR du 4-11-85 — Une pension proportionnelle (pourcentage 45 %) au montant annuel de cinq cent neuf mille quatre cent quatre vingt seize (509.496) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Mensah Abra Séna, épouse Bolouvi, attaché d'administration de 1re classe 1er échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 1500) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1985.

Mme Mensah Abra Séna, épouse Bolouvi pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1985, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Kodjovi, né le 19 avril 1976
Amavi, née le 18 juin 1977
Ayaovi, né le 8 novembre 1979.

Arrêté n° 698/MEF/CR du 4-11-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 69 %) au montant annuel de huit cent cinquante neuf mille trois cent cinquante deux (859.352) francs est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Daboni Anani Kokou, contrôleur principal 3e échelon du corps du personnel des PTT (indice 1650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

M. Daboni Anani Kokou pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Komi, né le 22 mai 1965
Kossiwa, née le 28 janvier 1968
Kokou, né le 4 novembre 1970
Koffi, né le 10 octobre 1975
Ayovi, née le 22 septembre 1977
Kossi, né le 1er juillet 1979.

Arrêté n° 699/MEF/CR du 4-11-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61 %) au montant annuel de quatre cent quatorze mille trois cent quatre vingt douze (414.392) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Hetcheli Kuévi Koffi, instituteur adjoint de 1re classe 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 900) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Hetcheli Kuévi Koffi pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Dodzi, née le 4 juillet 1963
Amivi, née le 24 août 1963
Fatoumata, née le 4 novembre 1963
Follygan, né le 21 septembre 1965
Folly, né le 29 juillet 1966
Kossiwa, née le 11 octobre 1967.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trois mille six cents (103.600) francs pour du 1er avril 1985.

M. Hetcheli Kuévi Koffi pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 12e rang) ci-après désignés :

Kangni, né le 25 juillet 1970
Kagnivi, né le 20 novembre 1974
Follyvi, né le 15 décembre 1974
Ayélé, née le 1er janvier 1979
Mensan, né le 15 mars 1979
Kodjovi, né le 28 avril 1980
Komi, né le 11 juin 1983

Arrêté n° 700-MEF-CR du 4-11-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61 %) au montant annuel de cinq cent vingt neuf mille cinq cents (529.500) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Zougbede Adakpo Komlan, instituteur de 1re classe 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1150) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Zougbede Adakpo Komlan pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Kokou, né le 9 mars 1960
Kokouvi, né le 9 mars 1960
Dovi, née le 4 octobre 1962
Komi, né le 19 décembre 1964

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante dix neuf mille quatre cent vingt huit (79.428) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Zougbede Adakpo Komlan pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 7e rang) ci-après désignés :

Komlanvi, né le 1er novembre 1966
Améyo, née le 17 août 1974
Hanou, née le 28 octobre 1978.

Arrêté n° 701-MEF-CR du 4-11-85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40 %) au montant annuel de cent vingt six mille huit cent huit (126.808) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lafonekou Kodjo Akakpo, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 0970 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixé au 21 août 1984.

M. Lafonekou Kodjo Akakpo pourra prétendre, pour compter du 21 août 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 7e rang) ci-après désignés :

Koami, né le 26 avril 1975

Kossi, né le 28 mai 1976

Kossi Anani, né le 2 octobre 1977

Akou, née le 4 janvier 1978

Afiyo, née le 28 avril 1978

Eya Moliazo, née le 1er novembre 1979

Komi, né le 8 octobre 1983.

Arrêté n° 702-MEF/CR du 4-11-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Toumboda Djeswendé (née Tenganda) épouse de M. Toumboda Yao, instituteur de 1re classe 1er échelon du corps du personnel des fonctionnaires de l'enseignement indice 1.150 pourcentage 18 % décédé le 26 octobre 1984 une pension de veuve au taux annuel de soixante dix huit mille cent vingt quatre (78.124) francs pour compter du 1er novembre 1984.

Il est alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1er novembre 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Bafirama Bayota, née le 24 juillet 1977
Kargo Matyn, né le 6 juin 1983.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme Tengande Djeswendé, ménagère à Koukou (préfecture de Doufelgou) tutrice des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 703-MEF/CR du 4-11-85 — La pension d'ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme de Medeiros Cossiwa, épouse Ekué, institutrice de 1re classe 1er échelon est fixée au taux de 80 % des émoluments de base correspondant à l'indice 1.150 pour compter du 1er avril 1984.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à six cent quatre vingt quatorze mille quatre cent vingt huit (694.428) francs.

Le reste sans changement.

Arrêté n° 704-MEF/CR du 5-11-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 75 %) au montant annuel de quatre cent quatre vingt et un mille cent quatre vingt douze (481.192) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Sensah Akpé Dodji, épouse Dovi, institutrice-adjointe de 2e classe 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 850), admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

Arrêté n° 705-MEF-CR du 5-11-85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 43 %) au montant annuel de cent trente six mille trois cent vingt (136 320) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbolossou Komlan, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 0821 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1985.

M. Agbolossou Komlan pourra prétendre, pour compter du 1er août 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Akossiwa, née le 31 juillet 1970
 Adjoa, née le 29 septembre 1975
 Dodji, né le 30 janvier 1979
 Komi, né le 5 mai 1980.
 Agbessi, né le 28 juin 1984.

Arrêté n° 707/MEF/CR du 5-11-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 62 %) au montant annuel de quatre cent quatre vingt onze mille trois cent quatre vingt quatre (491.384) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bamana Baroma, instituteur de 2e classe 4e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bamana Baroma pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Dimilana, né le 10 août 1955
 Bayébame, née le 27 novembre 1957
 Wonni, née le 18 janvier 1958
 Magolémiéma, né le 8 février 1960
 Tanéma, née le 10 novembre 1960
 Winéga, né le 12 avril 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt deux mille huit cent quarante huit (122.848) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Bamana Baroma pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 12e rang) ci-après désignés :

Bakohodeguena, née le 30 mai 1966
 Batanta, né le 13 août 1967
 Défademba, né le 1er mai 1970
 Koumahada, né le 7 décembre 1973
 Maerbé, né le 27 septembre 1982.

Arrêté n° 708/MEF/CR du 5-11-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 70 %) au montant annuel de sept cent soixante six mille cent trente deux (766.132) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Capo-Chichi Dossa Kinglo, agent technique principal 1er échelon du corps du personnel de la santé (indice 1.450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Capo-Chichi Dossa Kinglo pour compter du 1er avril 1985, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Julianne, née le 9 janvier 1954
 Gbegniho, né le 18 octobre 1955
 Démondji, né le 13 octobre 1957
 Agathe née le 7 février 1959
 Dossou, né le 17 juillet 1960
 Adjoa, née le 3 juillet 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt onze mille cinq cent trente six (191.536) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Capo-Chichi Dossa Kinglo pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du 9e au 12e rang) ci-après désignés :

Sègnigbé, née le 24 novembre 1965
 Mawuton, née le 1er mars 1968
 Hodonou, né le 3 juin 1970
 Vigninou, né le 16 janvier 1971.

Arrêté n° 709/MEF/C Rdu 5-11-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 80 %) au montant annuel de six cent trois mille huit cent quarante huit (603.848) francs est attribué e sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Aubenas Kafui Bena, institutrice adjointe de 1re classe 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 1.000) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Arrêté n° 710-MEF-CR du 5-11-85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52 %) au montant annuel de cent soixante quatre mille huit cent cinquante deux (164.852) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Léou Agnisdjou, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 0099 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1984.

M. Léou Agnisdjou pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

M'Kétiwaré, née le 24 septembre 1968
 M'Tchobitah, née le 28 juin 1969
 Karka, né le 19 septembre 1971
 Asêwame, né le 3 mai 1973
 Naka, née le 6 juillet 1976
 Agnoname, née le 6 juillet 1976
 Mélamétè, née le 28 novembre 1977
 Watawinam, née le 5 avril 1980.

Arrêté n° 711-MEF-CR du 5-11-85. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Nayo Adjoua (née Lakmon)

Mme veuve Nayo Anayéline (née Assoukarilime)

Mme veuve Nayo Fatouma (née Sikalo),

épouses de M. Nayo Aritime, préposé principal du conditionnement des produits 1er échelon, indice 550, pourcentage 39 % décédé le 7 mars 1984, une pension de veuve aux taux annuel de vingt six mille neuf cent quatre-vingt cinq (26.985) francs pour compter du 1er avril 1984.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1er avril 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés : (dans la limite de 6 enfants).

Yaovi, né le 24 avril 1964

Amévigan, née le 31 octobre 1964

Kokou, né le 31 mars 1965

Amevi, née le 13 mai 1967

Tchaharou, né le 12 octobre 1967

Kôttà, née le 27 mai 1968

Abadé, née le 26 mars 1970

Kpô-N'ta, né le 8 décembre 1971

Anawouline, née le 11 mars 1974

Akawouli, née le 4 juillet 1975

Nassou, né le 16 décembre 1976.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Nayo Komi, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 712-MEF-CR du 5-11-85. — Une pension d'ancienneté (pourcentage 72 %) au montant annuel de quatre cent quatre-vingt neuf mille cent seize (489.116) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Améganvi Kanlé Lonlali, épouse Attila, institutrice adjointe de 2e classe 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 900) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Mme Améganvi Kanlé Lonlali, épouse Attila pourra prétendre pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant ci-après désigné :

Komi Anani, né le 6 mars 1971.

Arrêté n° 713-MEF-CR du 5-11-85. — Une pension d'ancienneté (pourcentage 67 %) au montant annuel de sept cent trente trois mille trois cents (733.300) francs est

attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nyonato Kodjo Komla Kpotogbé agent technique principal 1er échelon du corps du personnel de la santé (indice 1450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraite du Togo à M. Nyonato Kodjo Komla Kpotogbé pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Kodjovi, né le 19 septembre 1955

Yawo, né le 8 novembre 1956

Messan, né le 22 septembre 1958

Ameyo, née le 12 novembre 1960

Awo, née le 25 avril 1963

Kwami, né le 5 mars 1966.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre-vingt trois mille trois cent vingt huit (183.328) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Nyonato Kodjo Komla Kpotogbé pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 8e rang) ci-après désignés :

Kwamivi, né le 31 mai 1969

Messanvi, née le 20 août 1971.

Arrêté n° 714-MEF-CR du 5-11-85. — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61 %) au montant annuel de neuf cent quarante trois mille huit cent quatre vingt douze (943.892) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akakpo Koffi Mevonyowou, magistrat de 2e grade 2e échelon du corps du personnel de la magistrature (indice 2050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Akakpo Koffi Mevonyowou pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Afiwa, née le 23 novembre 1956

Adjouavi, née le 28 juillet 1958

Assiba, née le 16 novembre 1958

Ablanvi, née le 8 novembre 1960

Koffi, né le 29 juin 1962

Kokou, né le 3 novembre 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent trente cinq mille neuf cent soixante seize (235.976) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Akakpo Koffi Mevonyowou pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 12e rang) ci-après désignés :

Ablavi, née le 22 mars 1966

Bayi, née le 27 juillet 1968

Ayaovi, né le 18 février 1971

Akouavi, née le 19 mai 1971

Gbeyissé, née le 30 mars 1973

Fifonsi, né le 7 août 1974.

Arrêté n° 715-MEF-CR du 5-11-85. — Une pension d'ancienneté (pourcentage 67 %) au montant annuel de sept cent quatre vingt trois mille huit cent soixante douze (783.872) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Devo-Aziza Yaovi Gbébume, instituteur principal 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 1550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Devo-Aziza Yaovi Gbébume pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Kokou, né le 19 août 1953

Abla, née le 28 février 1956

Akouavi, née le 12 août 1959

Yawo, né le 9 août 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix sept mille cinq cent quatre-vingts (117.580) francs pour compter du 1er avril 1985.

Arrêté n° 716-MEF-CR du 5-11-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 65 %) au montant annuel de neuf cent quatre vingt et un mille deux cent cinquante six (981.256) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. N'Guissan Ouattara Komlan, inspecteur principal 3e échelon du Trésor (indice 2000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. N'Guissan Ouattara Komlan pour compter du 1er avril 1985, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Kouakou, né le 28 novembre 1962

Adjoa, née le 21 octobre 1963

Yaba, née le 2 septembre 1966

Adjissi, née le 27 mai 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quarante sept mille cent quatre vingt huit (147.188) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. N'Guissan Ouattara Komlan pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 9e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 15 mai 1970

Fatouma, née le 5 août 1972

Issa, né le 15 mai 1974

Angama, née le 25 décembre 1976

Yao, né le 12 septembre 1980.

Arrêté n° 717-MEF-CR du 5-11-85. — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 42 %) au montant annuel de cent trente trois mille cent quarante huit (133.148) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Komlanvi Yao Egou, soldat de 1ere classe 5e échelon n° mle 0947 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

M. Komlanvi Yao Egou pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Essi, née le 16 février 1975

Mawuli, né le 12 décembre 1976

Koffi, né le 19 mars 1980

Yawa, née le 26 août 1982.

Arrêté n° 718-MEF-CR du 5-11-85. — Une pension d'ancienneté (pourcentage 63 %) au montant annuel de sept cent quatre mille six cent vingt huit (784.628) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Etché Komlavi Nabakabuè agent technique principal 3e échelon du corps du personnel de la santé (indice 1650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Etché Komlavi Nabakabuè pour compter du 1er juin 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Yawovi Wlétou, né le 2 août 1962

Ankou Efouanafa, né le 5 février 1964

Kokouvi Akamani, né le 16 février 1966.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante dix huit mille quatre cent soixante quatre (78 464) francs pour compter du 1er juin 1985.

M. Etché Komlavi Nabakabuè pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 5e rang) ci-après désignés :

Komlagan Mikafui, né le 7 octobre 1969

Adjoa N'na, née le 31 décembre 1973.

Arrêté n° 719-MEF/CR du 5.11.85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 52 %) au montant annuel de deux cent vingt cinq mille six cent quatre vingt huit (225 688) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bibigna Fambo Komlan, caporal-chef du régiment de soutien et d'appui 5e échelon n° mle 0235 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

M. Bibigna Fambo Komla pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 8e rang) ci-après désignés :

Kokou, né le 20 novembre 1968

Koffi, né en 1969

Kossi, né le 4 mai 1973

Kossivi, né le 30 septembre 1973

Kossi, né le 3 février 1974

Koffi, né le 12 avril 1974

Natémeyé, né le 16 janvier 1977
Yawa, née le 16 juin 1977.

Arrêté n° 720-MEF-CR du 5-11-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 79 %) au montant annuel de trois cent quatre vingt dix neuf mille cinq cent vingt quatre (399 524) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Foley Akoko Agossi, épouse Degue, monitrice de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement général (indice 670) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Arrêté n° 722-MEF-CR du 5-11-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Hemedzro Adzoa (née Alessou)
Mme veuve Hemedzro Akossiwa (née Klutse),
épouses de M. Hemedzro Koffi (Enos) agent technique de 1re classe 1er échelon (indice 1 150 pourcentage 60 %), en retraite décédé le 16 juin 1985, une pension de veuve au taux annuel de cent trente mille deux cent cinq (130 205) francs pour compter du 1er juillet 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de cinquante deux mille quatre vingt deux (52.082) francs pour compter du 1er juillet 1985 à chacun des orphelins ci-après désignés : (dans la limite de 5 enfants).

Akuvu, née le 25 novembre 1964

Kodzovi, né le 13 décembre 1965

Esimé, née le 22 janvier 1972

Adjo, née le 24 mai 1976

Kwassu, né le 1er juillet 1979

Koffi, né le 15 mai 1981.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolu des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Hemedzro Kwamivi Edé, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 723-MEF-CR du 5-11-85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Bougoune Abra (née Deke), épouse de M. Bougoune Houssou, officier de police adjoint de 2 classe 3e échelon (indice 650) pourcentage 11 % décédé le 12 avril 1980, une pension de veuve aux taux annuel de vingt cinq mille sept cents (25 700) francs pour compter du 1er mai 1980 et de vingt six mille neuf cent quatre vingt quatre (26 984) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à quatre vingt dix sept mille quarante huit (97.048) francs pour compter du 1er mai 1980 et de cent un mille neuf cents (101 900) francs pour compter du 1er janvier 1982.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixés à cinq mille cent quarante (5 140) francs pour compter du 1er janvier 1980 et de cinq mille trois cent quatre-vingt

seize (5396) francs pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Massimine Hawa, née le 15 février 1974

Salma, né le 12 octobre 1974

Arzaka, né le 25 octobre 1976

Zayibane, né le 4 février 1978

Komla, né le 7 octobre 1980.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité temporaire fixé à dix neuf mille quatre cent douze (19 412) francs pour compter du 1er mai 1980 et de vingt mille trois cent quatre-vingts (20.380) francs pour compter du 1er janvier 1982 à chacun des orphelins sus-dénommés.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve Bougoune Abra (née Deke), chargée de leur tutelle.

Arrêté n° 724-MEF-CR du 5-11-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 65 %) au montant annuel de deux cent quatre vingt neuf mille quatre cent soixante douze (289 472) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bléoussi S. Yao, préposé principal 2e échelon du corps du personnel des postes et télécommunications (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bléoussi S. Yao pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Yawa, née le 15 juillet 1954

Akuavi, née le 20 juin 1956

K. Sédjro, né le 10 octobre 1961

Afi, née le 9 mars 1962

Koffi, né en 1963

Yaovi, né en 1963

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus esu fixé à soixante douze mille trois cent soixante huit (72 368) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Bléoussi S. Yao pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 15e rang) ci-après désignés :

Amivi Kakui, née en 1966

Yaovi, né le 12 octobre 1967

Afi, née le 29 décembre 1971

Kossi, né le 7 novembre 1971

Akoua, née en 1974

Essivi, née le 18 juillet 1976

A. Ameyoagbo, né le 10 juin 1976

T. Tsolenyanu, né le 10 juin 1976

A. Amédéwonufa, née le 10 juin 1977.

Arrêté n° 725-MEF/CR du 5.11.85 — Une pension militaire pour ancienneté pourcentage 52 % au montant annuel de deux cent vingt mille six cent quatre vingt huit (225 688) francs est attribuée sur les fonds de la caisse

de retraites du Togo à M. Sama Eyaba caporal-chef 5e échelon n° mle 0267 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

M. Sama Eyaba pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du 1er au 18e rang ci-après désignés :

Banam-Néwé, née le 17 juin 1970
Tchamdja, né le 7 août 1970
Biti, né le 2 octobre 1970
Tchaa, né le 30 mars 1971
Simdossam, né le 9 août 1972
Essossinam, né le 26 octobre 1973
Kpadja, née le 6 décembre 1973
Lima-Halou, née le 2 mars 1975
Pyalo, née le 29 octobre 1976
Manabè, née le 9 décembre 1976.
Atakora, né le 25 mars 1979
Mariama, née le 2 avril 1979
Bagninibè, née le 8 juillet 1979
Essohouna, né le 6 avril 1980
Aklesso, né le 12 janvier 1981
Edjarédéma, né le 8 août 1982
Assibi, née le 20 août 1983
Nossikpendou, né le 16 septembre 1983.

Arrêté n° 727/MEF/CR du 5-11-85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 42%) au montant annuel de cent trente trois mille cent quarante huit (133.148) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Evenamede Kodjo, soldat de 1re classe, 5e échelon, n° mle 0907 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1985.

M. Evenamede Kodjo pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang), ci-après désignés :

Enyonam, née le 25 août 1975
Adjo, née le 24 novembre 1975
Kossivi, né le 20 mars 1977
Koffi, né le 29 juillet 1977
Kossiwa, née le 16 octobre 1983
Komlan, né le 5 juin 1984.

Arrêté n° 728/MEF/CR du 5-11-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 67%), au montant annuel de six cent quatre vingt deux mille sept cent vingt huit (682.728) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Apedjinou Kodjo Soga agent technique de 1re classe, 3e échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 1.350), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Apedjinou Kodjo Soga pour compter du 1er avril 1985, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang), ci-après désignés :

Kossiwa, née le 8 janvier 1956
Adjoavi, née le 29 avril 1957
Amavi, née le 26 octobre 1957
Akouavi, née le 26 août 1959
Kodjo, né le 8 juillet 1961
Kossigan, né le 22 novembre 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus, est fixée à cent soixante dix mille six cent quatre vingt quatre (170.684) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Apedjinou Kodjo Soga pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 11e rang), ci-après désignés :

Kossivi, né le 25 juin 1967
Kokou, né le 19 mars 1969
Ayaba, née le 25 février 1971
Ayaovi, né le 12 septembre 1974
Kokouvi, né le 13 avril 1977.

Arrêté n° 730/MEF/CR du 6-11-85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61%), au montant annuel de quatre cent soixante mille quatre cent trente six (460.436) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayeva Zulkafil, contremaître principal des T.P., 3e échelon du corps du personnel des travaux publics (indice 1.000), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayéva Zulkafil pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang), ci-après désignés :

Fataou, né le 25 juillet 1958
Ismahilou, né le 9 juillet 1960
Moutawakilou, né le 26 juin 1964
Nahilatou, née le 8 avril 1967
Hindou, née le 27 décembre 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus, est fixé à quatre vingt douze mille quatre vingt huit (92.088) francs pour compter du 1er avril 1985.

M. Ayéva Zulkafil pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 10e rang), ci-après désignés :

Mandjidou, né le 23 mai 1969
Heiratou, née le 29 novembre 1971
Kéinanou, né le 23 mai 1978
Raliyatou, née le 23 mai 1978
Zoulifaou, née le 11 janvier 1981.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 4-9-85 à l'arrêté n° 45/MEF/CR du 7 février 1977, portant concession d'une pension militaire.

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 44%) au montant annuel de deux cent trente sept mille cinq cent quarante quatre (237.544) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Messan Tétévi Bénissan, adjudant 2^e échelon, n° mle 193 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 950), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1977.

M. Messan Tétévi Bénissan pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1977 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang), ci-après désignés :

Dédé, née le 3 décembre 1963

Koko, née le 7 mai 1967

Daté, né le 16 février 1969

Daté, né le 22 avril 1971

Mablé, née le 25 juin 1974

Madoé, née le 18 mars 1976.

Lire :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 49%), au montant annuel de trois cent quatre mille deux cent seize (304.216) francs, pour compter du 1er janvier 1977, de trois cent trente quatre mille six cent trente six (334.636) francs, pour compter du 1er janvier 1980 et de trois cent cinquante et un mille trois cent soixante quatre (351.364) francs, pour compter du 1er janvier 1982, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Messan Tétévi Bénissan, adjudant, 2^e échelon, n° mle 193 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 950), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1977.

M. Messan Tétévi Bénissan pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1977 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang), ci-après désignés :

Dédé, née le 3 décembre 1963.

Koko, née le 7 mai 1967

Daté, né le 16 février 1969

Daté, né le 22 avril 1971

Mablé, née le 25 juin 1974

Madoé, née le 18 mars 1976.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 2-10-85 à l'arrêté n° 154/MFE/CR du 2 mai 1978 portant concession d'une pension militaire

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 39%) au montant annuel de deux cent trois mille

neuf cents (203.900) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gomez Kouakou Nonovi Négbenyonawo, maréchal des logis chef 3^e échelon n° mle 388 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 800) admis à la retraite.

Lire :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 44%) au montant annuel de deux cent soixante cinq mille six cent quatre vingt seize (265.696) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gomez Kouakou Nonovi Négbenyonawo, maréchal des logis chef 3^e échelon n° mle 388 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 800) admis à la retraite.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 1-10-85 à l'arrêté n° 275/MFE/CR du 2 juillet 1981 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Balake Bebuwa Banandera chargé de leur tutelle.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve Koutawaba Afiwa (née Simbama) chargée de leur tutelle.

Le reste sans changement.

Terrain domanial

Arrêté n° 667/MGF/DOM du 23-10-85 — Il est concédé à M. Edéou Mewekiwé B., une parcelle de réserve administrative sise à Lomé Tokoin-Dogbéavou d'une contenance de 2 a 56 ca moyennant le prix de 150 francs le centiare soit au total : trente-huit mille quatre cents (38.400) francs payables à la caisse du service des Domaines à Lomé.

Les frais résultant de ces opérations seront à la charge du concessionnaire.

Le directeur du service des Domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rôles

Arrêté n° 747/MEF/AI du 19-11-85 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes - Impôts de mois de septembre 1985 ci-après :

BUDGET GENERAL

92 Lomé IRPP	191.277.940
T/Salaires	132.043.101

ISN	55.336.651	378.657.692
93 Lomé IR/TR	2.636.975	
94 Lomé TF/P. Bâties	3.152.251	
95 Lomé Taxe Professionnelle	7.713.363	
96 Lomé TSFCB	654.678	
		392.814.959

BUDGET COMMUNAL

92 Lomé TC/Salaires	4.940.277	
94 Lomé TF/P. Bâties	6.304.502	
95 Lomé Taxe Professionnelle	15.426.727	
96 Lomé TSFCB	1.309.356	
97 Lomé Taxe/Pompes Dist.	918.000	28.898.862
		421.713.821

Arrêté n° 748/MEF/AI du 19-11-85 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes - trésor du mois de septembre 1985 ci-après :

BUDGET GENERAL

98 Lomé IRPP	89.192.115	
T/Salaires	3.413.261	
ISN	40.705.187	
		133.310.563
99 Lomé TF/P Bâties	392.833	
100 Lomé T. Professionnelle	6.072.462	
101 Lomé TSFCB	193.200	139.969.053

BUDGET COMMUNAL

98 Lomé TC/Salaires	9.967.245	
99 Lomé TF/P Bâties	785.667	
100 Lomé Taxe Professionnelle	12.144.924	
101 Lomé TSFCB	386.400	23.284.236
		163.253.294

Arrêté n° 749/MEF/AI du 19-11-85 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1985 ci-dessous :

BUDGET GENERAL

90 Lomé IMF	17.883.564	
FNI	4.277.655	
IRPP	10.046.896	
TCBC	1.259.045	
ISN	3.119.987	
		36.587.147

BUDGET COMMUNAL

90 Lomé TCBC	124.500	36711.647
		36.711.647

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de trente six millions sept cent onze mille six cent quarante sept francs est fixée au 25 octobre 1985.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de Titres Fonciers

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 6.976 RT appartenant à Mme (Eunice) V. Adabunu, commerçante, demeurant à Lomé-Tokoin Avenue de la Libération prolongée.

(Pour 1re insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 4.137 RT appartenant à Mme (Julie) Bocco, née Ajavon, revendeuse, demeurant à Lomé.

(Pour 1re insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 15.668 RT appartenant à M. Akakpo Kossi Adangban, démarcheur, demeurant à Lomé-Amoutivé Biossé.

(Pour 1re insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 4.154 RT appartenant à feu (Bernard) Deckon.

(Pour 1re insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre Foncier n° 1.419 TT appartenant au sieur Sodji Messan ex-André.

(Pour 1re insertion)

